

ALBERTO DE MICHELIS

**L'information statistique européenne.
Perspectives d'après 1992**

Journal de la société statistique de Paris, tome 131, n° 3-4 (1990),
p. 45-56

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1990__131_3-4_45_0

© Société de statistique de Paris, 1990, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

II

ARTICLES

L'INFORMATION STATISTIQUE EUROPÉENNE PERSPECTIVES D'APRÈS 1992 ⁽¹⁾

Alberto de MICHELIS

Chef de la Division Programmation, Budget, Relations internationales et relations avec les institutions européennes, Office Statistique des Communautés Européennes

L'information économique et sociale est un nouveau facteur de production, à l'image du facteur travail et du facteur capital

J. Delors

I. LE DÉFI

La décision d'achever le grand marché en 1992 suscite des besoins d'information nouveaux chez les acteurs économiques et sociaux, les administrations régionales, nationales et communautaires, ainsi que les ménages.

En effet, la réalisation du grand marché de 320 millions de consommateurs ne signifie pas seulement la création d'une union douanière mais bel et bien d'un espace économique et financier unifié au sein duquel les personnes, les biens, les services et les capitaux pourront se mouvoir librement.

L'espace sans frontières, c'est d'abord une demande accrue d'informations, parmi lesquelles l'information statistique constitue un des éléments fondamentaux, une infrastructure indispensable pour orienter, diriger, suivre et évaluer les stratégies et les comportements des acteurs de la société.

L'achèvement du marché unique représente donc pour les statisticiens européens un défi majeur ; la création d'un ensemble de statistiques harmonisées, fiables, rapidement disponibles, facilement utilisables, en constitue l'objectif fondamental.

Mais cet objectif se heurte à de nombreux obstacles.

En premier lieu, les diversités économiques, sociales et culturelles de chaque ensemble national qui se reflètent dans les structures, les programmes et les priorités des systèmes statistiques de chaque pays.

(1) Exposé présenté au Séminaire «La Statistique, s'informer pour décider» organisé par Elsevier Seminars à Bruxelles, le 24 janvier 1990.

L'intégration statistique européenne exige la suppression de quelques barrières et résistances pour progresser davantage et plus rapidement. Ceci se heurte souvent à une rigidité des appareils administratifs nationaux, aux niveaux central, régional et local, due à la complexité des rapports institutionnels.

En deuxième lieu, les bouleversements qui vont intervenir dans les supports administratifs utilisés jusqu'à présent pour la collecte des données obligeront les statisticiens européens à faire preuve d'une très grande imagination pour continuer à produire une information fiable et comparable.

A l'inverse, la mise en place de nouveaux documents administratifs harmonisés, l'intégration des réseaux de télécommunications, l'interconnexion des systèmes d'information, représentent une opportunité exceptionnelle pour moderniser et adapter les systèmes et outils statistiques aux nécessités du monde moderne.

Enfin le troisième obstacle découle du rapport entre les coûts et les bénéfices d'une réorganisation des systèmes d'informations statistiques européens ou plutôt de sa perception pour les autorités publiques et les utilisateurs des données. Dans la plupart des Etats membres, les budgets des services statistiques nationaux sont en décroissance rapide, corollaire des politiques budgétaires rigoureuses mises en place depuis plusieurs années dans la quasi-totalité des Etats membres.

Parallèlement, les fournisseurs de données de base, et en premier lieu les entreprises et les ménages ressentent de plus en plus cette demande d'informations à leur endroit comme une contrainte bureaucratique qui alourdit leurs activités et risque de porter atteinte à leur position concurrentielle.

Mais en même temps, ces acteurs économiques et sociaux demandent des données toujours plus complètes, détaillées, fiables, rapides, cohérentes et comparables, pour mieux préparer leurs décisions et répondre aux défis de l'économie de cette fin de siècle.

Comment, dès lors, le système statistique européen s'apprête-t-il à relever le défi et à répondre à la demande en anticipant sur le débat économique et social qui se développe à l'échelle non seulement du nouvel espace sans frontières, mais aussi de son environnement proche et lointain ?

Tout d'abord je voudrais donner une définition de ce qu'on entend par Système statistique européen.

Il s'agit de l'ensemble des administrations qui aux différents niveaux – local, régional, national et communautaire – sont chargées de concevoir, élaborer et diffuser l'information statistique et qui ont des rapports de travail institutionnalisés : communes-régions, régions-Etats, Etats-Etats, Etats-Commission, etc...

Malgré ses lourdeurs, typiques des administrations publiques, même de celles qui sont les mieux organisées, c'est grâce à ce système statistique public que l'infrastructure statistique de base s'est développée – en particulier depuis

une vingtaine d'années – et sert de référence aux décideurs politiques et aux acteurs du marché.

Le système statistique officiel européen a pu se développer car il repose sur deux principes qui font sa force : le service public et le respect de la confidentialité des données.

A côté de ce système officiel se développe actuellement un système parallèle d'entreprises semi-publiques et privées, plus souple, souvent plus efficace sous l'angle de la rapidité d'exécution et le respect des charges, même s'il est moins pointilleux sur des arguments de caractère méthodologique. Ce système complète et – de plus en plus – concurrence le système officiel, en particulier dans les créneaux des statistiques et études sur et pour les entreprises.

Je me bornerai, dans cet exposé, à vous donner ma version de ce que devra être l'information statistique européenne à l'aube du grand marché en l'abordant sous quatre angles :

- l'organisation,
- les programmes,
- la diffusion,
- la dimension internationale.

II. L'ORGANISATION

Jusqu'à présent, la mission première de la Commission, en matière statistique, a été de répondre aux besoins qui se sont exprimés pour la mise en œuvre et le suivi des politiques communautaires. Les interlocuteurs, ceux qui orientaient les travaux, étaient, d'une part, les administrations communautaires et nationales et les statisticiens, d'autre part. Ceci a eu pour effet de développer de manière importante certains secteurs de la statistique qui étaient très liés à des politiques communes comme la statistique agricole, la statistique sur l'emploi ou la statistique du commerce extérieur. Depuis des années, des enquêtes communautaires ont été mises en place dans tous les Etats membres sur les structures des exploitations agricoles, les productions animales et végétales, le revenu des agriculteurs, en suivant des méthodologies et des concepts communs.

Ce développement a été rendu possible parce que la demande « politique » était très forte et que la mise en œuvre et le suivi de la politique agricole commune a exigé, dès les années 60, un ensemble d'informations cohérent et comparable.

La même pression « politique » a conduit à un système de statistique du commerce extérieur basé sur une méthodologie et des classifications harmonisées dans tous les Etats membres, car il fallait mettre en place un tarif douanier commun et suivre les négociations commerciales du GATT.

Par contre, dans d'autres secteurs de l'économie et de la société, la couverture statistique communautaire a été moins importante : on s'est

contené de collecter ce que les appareils statistiques nationaux rassemblaient pour leurs propres besoins, en introduisant une simple harmonisation ex-post, nécessairement beaucoup plus limitée dans la portée de la signification des données.

Par ailleurs, des lacunes importantes demeurent dans des pans entiers de l'économie (les services par exemple) ou bien les statistiques disponibles sont inadaptées aux besoins réels des utilisateurs (les statistiques d'entreprises).

C'est pourquoi, à l'avenir, il faudra aborder la conception de l'information statistiques communautaire en dépassant le simple dialogue entre administrations et statisticiens et en engageant la concertation avec les acteurs du marché et en premier lieu les entreprises et les syndicats.

J'aimerais citer ici les conclusions auxquelles sont parvenus les participants au séminaire « Le système européen d'information statistique après 1992 » qui s'est tenu à Bruxelles en avril dernier et dont les actes peuvent être obtenus auprès du secrétariat d'EUROSTAT. Il s'agit d'un extrait des conclusions sur l'information statistique nécessaire à l'espace économique :

Les modifications à apporter consistent en priorité à améliorer l'appareil existant par :

- une poursuite et une intensification des actions d'harmonisation (qui profitent à toute la communauté statistique);
- une réduction drastique des délais et des lacunes dans l'information;
- une meilleure motivation des fournisseurs d'informations (les entreprises) par des retours d'information personnalisées, des simplifications;
- une meilleure collaboration entre les différents producteurs de données et les utilisateurs. L'écart entre la demande des entreprises et l'offre des administrations statistiques risque, sinon, de s'accroître dangereusement en 1992;
- une rationalisation des systèmes (registres, informatique, utilisation de sources administratives).

Ces orientations, nous allons les mettre en œuvre sur deux plans : celui des structures et celui des programmes.

Sur le plan des structures, la Communauté va créer dans les prochains mois un Conseil supérieur de l'information statistique, économique et sociale, dans lequel seront représentés les milieux socio-professionnels en tant que producteurs et utilisateurs de données, les scientifiques (universités, centres de recherche), les administrations et, bien entendu, les statisticiens.

Ce comité aura pour tâche de définir les grandes lignes d'orientation des travaux statistiques communautaires, d'étudier la pertinence des programmes par rapport aux besoins liés à l'intégration européenne et d'analyser les coûts des nouveaux programmes, qu'il s'agisse des coûts directement engagés par les administrations pour produire l'information ou de ceux supportés par la société pour fournir l'information de base.

Toujours sur le plan de l'organisation, l'Office statistique de la Commission étudie la création de structures souples de concertation avec les branches industrielles, qui pourraient aller jusqu'à la création de Groupements européens d'intérêt économique pour la collecte et le traitement des informations qui intéressent les entreprises.

III. LES PROGRAMMES

a : les normes

Sur le plan des programmes, l'Office statistique des Communautés européennes entend intensifier son action en promouvant les infrastructures de base de la statistique communautaire que sont les *normes communes* : classifications, nomenclatures, définitions, concepts, méthodes de collecte.

Pour atteindre ces objectifs, l'Office statistique des Communautés européennes travaille dans trois directions :

– la première consiste à faire adopter par tous les Etats membres un système de normes communes comme pivot de leur système statistique. Les données communautaires seront ainsi parfaitement comparables et disponibles en même temps que les données nationales.

– la deuxième consiste à favoriser la mise en œuvre des règles permettant de standardiser la présentation des résultats par les entreprises, comme dans le cadre de la Quatrième Directive.

– la troisième et la plus récente est l'utilisation à des fins statistiques des informations échangées par des moyens électroniques au sein des entreprises, entre entreprises et entre les entreprises et les administrations. Un travail considérable a déjà été accompli et devra être développé dans le cadre des programmes TEDIS (Trade Electronic Data Interchange System) et EDIFACT (Electronic Data Interchange for Administration, Commerce and Transport).

b : les statistiques d'entreprises

Pour ce qui concerne la statistique d'entreprise, la conception de la nouvelle information à mettre en œuvre devra se baser sur :

– les délais, pour éviter la critique justifiée d'obsolescence des données pour les besoins des décideurs industriels : tout en gardant la nécessaire rigueur scientifique, il faudra développer des techniques d'échantillonnage et d'estimation et des techniques de collecte faisant appel aux nouvelles technologies.

– la finesse, afin de produire l'information réellement pertinente pour l'entreprise par le développement de nomenclatures très détaillées (NACE : nomenclature des activités ; CPCOM et PRODCOM : nomenclatures de production élaborées sous une double contrainte, la liaison logique possible avec

les nomenclatures du commerce extérieur et la pertinence pour l'entreprise) et de méthode d'estimation des données désagrégées avec cadrage par rapport à la statistique officielle.

– les concepts : rapprochement des concepts utilisés par les statistiques de ceux de la réalité des entreprises (liaison avec les systèmes comptables, définition concertée des nomenclatures de produits, EDI, etc...).

Dans cet esprit, un des projets majeurs sera sans doute la mise en place d'un répertoire communautaire des entreprises. Ce répertoire sera caractérisé par des unités d'identification communes et harmonisées; il sera décentralisé auprès des INS et fonctionnera en réseau. La création de ce répertoire réduira notablement les coûts pour les entreprises et constituera une base de travail permanente pour les statisticiens, bien plus efficace que les dénombremments.

Le scénario général prévu actuellement porte sur les entreprises du secteur économique quels que soient leur taille ou leur secteur d'activité, à l'exclusion de l'agriculture (NACE 0) et des services non marchands.

Deux phases de développements sont prévues :

– dans un premier temps on constituera un répertoire statistique organisé autour de l'unité légale et de l'unité locale. Ce répertoire couvrira l'entièreté du champ prévu dans le scénario général et cette phase durera 3 ans;

– dans un second temps on définira l'entreprise, le groupe d'entreprises et les unités statistiques de niveau inférieur.

Parallèlement à ces développements, il conviendra d'étudier la manière la plus appropriée d'appréhender les firmes multinationales qui posent des problèmes particuliers de principe et de méthodologie.

Dans les autres domaines de la statistique, les principaux projets seront les suivants.

c : macro-économie

La révision du système des Comptes économiques qui date des années 60 devient une nécessité pour deux raisons : l'évolution de l'économie européenne (et mondiale) d'une part, et les modifications des sources d'information d'autre part. Les travaux vers une meilleure harmonisation des concepts et méthodes en matière de comptabilité nationale sont devenus une priorité « politique » le jour où les Etats membres de la Communauté ont décidé qu'une partie des contributions nationales au budget communautaire dépendrait du niveau de la richesse de chaque pays caractérisé par le produit national brut. Ceci a conduit les statisticiens européens à entreprendre un effort considérable dans les travaux de comparabilité des données de comptabilité nationale.

d : espace financier

L'achèvement du marché intérieur en 1992 imposera de nouvelles tâches à la statistique utilisée par les autorités monétaires, étant donné le rôle croissant

qu'elle sera amenée à jouer dans le cadre de la coordination des politiques monétaires des Etats membres.

Il s'agira de mettre en place des indicateurs basés sur des définitions et des classifications précises et harmonisées, pouvant servir à la gestion de l'espace monétaire européen après la libéralisation complète des échanges de capitaux, non seulement entre les pays de la Communauté, mais aussi avec le reste du monde. Il s'agira par ailleurs de créer les conditions de l'élaboration d'une balance des paiements communautaires suffisamment détaillée et fiable vis-à-vis du reste du monde. Ces travaux demanderont de gros efforts d'harmonisation des concepts, des critères de classification, des définitions, des périodes de collecte des données, etc..., pour que les informations puissent être disponibles à partir de 1992.

e : échanges de biens

Si les échanges extérieurs de la Communauté continueront à se baser sur des déclarations douanières, il n'en ira pas du tout de même pour les échanges entre Etats membres. En 1993, il n'y aura plus de douanes à l'intérieur de la Communauté et les taux de T.V.A. auront été rapprochés.

Deux questions se sont immédiatement posées dès la décision prise par les gouvernements des pays membres de créer le grand espace sans frontières :

– faut-il continuer à produire des statistiques ayant les mêmes caractéristiques d'exhaustivité et de fiabilité que les données actuelles sur les échanges intra-communautaires de biens ?

– si oui, comment faire pour ne pas surcharger les entreprises importatrices et exportatrices de nouveaux questionnaires statistiques ?

La réponse à la première question a été affirmative : les administrations d'une part et les branches industrielles d'autre part ont clairement affirmé leur souhait de continuer à disposer de ces informations.

La réponse à la deuxième question est à l'étude : un projet de règlement communautaire qui doit préparer la phase expérimentale est actuellement devant le Conseil. La réalisation dépendra de la décision des gouvernements de la Communauté en matière de fiscalité, et plus précisément de la fixation du lieu de prélèvement de la T.V.A. et du système de compensation entre Etats membres.

f : services

Les services représentent actuellement plus de 50% de l'économie communautaire et pourtant les statistiques sur les entreprises de services sont certainement aujourd'hui les moins développées et les moins fiables dans tout le système statistique communautaire.

L'Office statistique des Communautés européennes a entrepris un effort considérable pour accélérer le développement d'un programme de statistiques

sur les entreprises de services d'une part et les échanges internationaux de services d'autre part. Là aussi il s'agit en premier lieu de définir le cadre méthodologique de référence (normes, concepts, définitions, etc...) et ensuite d'exploiter les informations collectées à partir des sources administratives, des registres communautaires d'entreprises, du programme EDIFACT statistiques, etc...

g : espace social

La demande de données concernant les Etats membres et les régions et portant sur l'évolution et la structure des populations de la Communauté, sur leur intégration dans la vie active, sur l'ampleur et les conséquences de périodes de chômage de plus en plus longue ainsi que sur de nouvelles formes d'emploi, typiques ou atypiques, ne cesse de croître. Une liaison entre l'emploi et les possibilités d'acquérir une formation professionnelle adéquate s'avère indispensable; les connaissances sur les revenus, les dépenses, les salaires et la protection sociale doivent être améliorées pour soutenir de manière plus efficace les efforts communautaires de lutte contre le chômage et les nouvelles formes de pauvreté qui deviennent de plus en plus fréquentes, et pas seulement dans les régions en déclin industriel.

Une enquête communautaire, comme celle sur les forces de travail, les coûts de la main-d'œuvre ainsi que de nombreuses statistiques harmonisées sont déjà réalisées au niveau des douze Etats membres. L'ensemble de l'information nécessite toutefois une révision pour tenir compte de développements nouveaux – notamment l'enquête sur les forces de travail – et une extension pour mieux suivre les évolutions récentes et futures. L'utilisation de techniques statistiques nouvelles ainsi que l'inclusion dans le système statistique communautaire d'éléments qui ne sont actuellement utilisés qu'en partie devront être poursuivies avec vigueur. Des enquêtes auprès des ménages, notamment l'enquête sur les budgets familiaux, pourraient jouer un rôle important en la matière.

h : environnement

Une demande importante de statistiques de l'environnement provient des dispositions de l'Acte unique qui intègrent la dimension « environnement » dans toutes les politiques communautaires. Un besoin spécifique ultérieur se retrouve dans le cadre de l'achèvement du Marché unique qui coïncidera avec l'établissement de normes strictes sur l'environnement. La mise en œuvre de ces orientations politiques exige des informations statistiques sur les rapports entre l'environnement et l'économie.

Le très grand nombre de problèmes touchant à l'environnement nécessite une vaste collecte de données et d'informations détaillées, souvent très techniques, sur des sujets spécifiques ainsi que des indicateurs plus généraux. Les sources de données existantes ont déjà répondu à certains besoins en

informations techniques. Il est également nécessaire de disposer de statistiques officielles, à un niveau géographique souvent détaillé, sur des aspects physiques généraux et certaines implications pour les ressources et l'emploi. Un flux continu de données comparables est indispensable pour identifier les problèmes, établir des hypothèses et mettre en œuvre des politiques, pour contrôler leurs effets et les évaluer.

i : autres domaines

J'ai tenu à souligner ci-dessus les principaux axes de développements de certains secteurs de la statistique qui subiront, dans les prochaines années, des changements considérables.

Il est évident que dans des secteurs plus traditionnels, la tâche principale du système statistique européen sera, d'une part, de poursuivre l'effort d'harmonisation et, d'autre part, de moderniser les méthodes de collecte et de traitement des données en utilisant les techniques les plus avancées comme les systèmes experts en statistique, la télédétection et la saisie électronique dérivée.

Les principaux travaux à développer porteront sur :

– l'élaboration d'informations fiables et rapidement disponibles pouvant permettre les prises de décisions dans la gestion de la politique agricole commune, leur suivi et leur évaluation,

– l'élaboration des indicateurs statistiques destinés à mesurer l'impact des politiques et des programmes financés par les fonds structurels à des niveaux régionaux et sub-régionaux,

– la production d'une information statistique suffisamment complète, fiable, à jour et comparable pour la mise en œuvre efficace des politiques communautaires dans les domaines du charbon et de l'acier, du transport, du tourisme, des petites et moyennes entreprises, de la recherche et du développement, de la haute technologie, de l'énergie, de la pêche, de la coopération au développement, etc.

IV. LA DIFFUSION

En ce qui concerne la diffusion, la ligne d'action à suivre reste celle d'une plus grande ouverture de l'ensemble de l'appareil statistique communautaire sur l'extérieur comme élément important du développement de la nouvelle politique du marché de l'information. Les offices statistiques sont des acteurs-clé du marché de l'information. Ce rôle particulier résulte du degré d'harmonisation et de standardisation déjà atteint eu égard au volume considérable d'informations bien structurées couvrant un grand nombre d'aspects de la vie communautaire.

L'Office statistique des Communautés européennes et les Instituts nationaux ont décidé de mettre en œuvre une politique de diffusion qui doit satisfaire la demande là où elle se fait jour et à mesure qu'elle apparaît.

Il s'agira de créer un réseau d'informations statistiques entre les différentes composantes des systèmes statistiques européens ayant pour objectif premier de fournir des renseignements aux utilisateurs dans leur langue et en fonction de leurs besoins immédiats.

Dans un premier temps, il faudrait se limiter à des renseignements concernant l'Europe, puis, dans un deuxième temps, lorsque des moyens d'informations plus perfectionnés auront été mis en place, il faudra répondre aux demandes concernant les autres Etats membres partenaires. Dans l'intervalle, l'utilisateur devra être réorienté vers les bonnes sources d'informations.

Le but de ce réseau sera à terme de rendre chaque bureau local complètement autonome en matière des fournitures de renseignements sur la Communauté européenne; le type et la forme des réponses seront du même niveau que ceux fournis pour les demandes de renseignements sur le pays lui-même.

L'information, et en particulier l'information statistique, n'est pas un produit gratuit. Son élaboration, ainsi que tous les services qui concernent son traitement ont un coût pour la collectivité. Une partie de ce coût est supporté par les fournisseurs d'information primaire mais aussi par l'administration publique qui l'a traitée. La politique de diffusion prendra donc en compte les problèmes de tarification et de réseaux de distribution.

Elle aura pour référence les orientations de la politique communautaire du marché des services de l'information, en s'appuyant au mieux sur tous les multiplicateurs privés et institutionnels, qui permettront d'atteindre les différents utilisateurs.

Enfin, l'information statistique doit être mise en valeur. L'information que la statistique apporte est décuplée par l'analyse qui peut en être faite : analyse à partir de techniques statistiques mais aussi mise en relation statistico-économique des faits relevés. Les synthèses générales participeront à cette valorisation de la statistique européenne en confrontant les résultants issus des différents domaines statistiques. Entre autres, elles mettront l'accent sur la quantification de la réalité européenne et permettront aux européens de prendre conscience de ce qui les rapproche.

V. LA DIMENSION INTERNATIONALE

L'information statistique dont ont besoin les décideurs à tous les niveaux ne s'arrête pas aux frontières ou à la Communauté.

L'achèvement du marché intérieur et le rôle joué par la Communauté dans les affaires du monde mettent en œuvre un volume croissant de relations avec les pays tiers, y compris dans le domaine statistique.

Les autorités communautaires et nationales d'une part, et les agents économiques d'autre part, sont devenus et deviendront toujours plus demandeurs d'informations comparables au niveau mondial et en particulier avec ceux qui sont politiquement, économiquement et socialement les partenaires naturels de la Communauté : les pays de l'AELE (Association européenne de libre échange), les Etats-Unis, le Canada et le Japon.

Par ailleurs, les récents évènements en Europe de l'Est et le rôle de coordination confié à la Commission par le sommet des chefs d'Etats à Paris en juillet 1989 (et accepté par le groupe des 24 pays occidentaux) dans le soutien et l'assistance aux pays qui s'ouvrent à l'économie de marché après un demi-siècle d'économie dirigée, ont un impact non négligeable dans le domaine statistique.

Grâce à sa longue et fructueuse expérience en matière d'harmonisation, l'Office statistique des Communautés européennes, et avec lui l'ensemble du système statistique européen, est appelé à jouer un rôle capital dans la mise en place d'un langage statistique commun accepté par la plupart des pays du monde.

Les secteurs où cette approche apparaît particulièrement importante sont les comptes nationaux, les normes et classifications des services, les prix, les nomenclatures d'activités et produits, l'environnement, les registres d'entreprise, la recherche et la haute technologie.

Vis-à-vis de l'Europe de l'Est, l'assistance communautaire en statistiques devra se développer dans deux directions :

- aider les appareils statistiques de ces pays à bâtir un système de statistiques compatible avec la mise en place d'une économie du marché, de type occidental ;
- inciter progressivement ces pays à adopter, en matière statistique, les normes, concepts et classifications de la Communauté européenne afin de progresser dans la mise en œuvre d'un langage commun pour l'ensemble des statisticiens européens.

Je voudrais terminer cet exposé en mentionnant le rôle que le système statistique européen devra continuer à jouer dans le développement de l'infrastructure statistique des pays en voie de développement.

La Communauté a conclu un grand nombre d'accords avec ces pays dont les plus importants sont la Convention du Lomé qui régit la coopération avec une soixantaine de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et les accords avec les pays méditerranéens.

La statistique est un élément important de ces accords parce qu'elle détermine directement (exemples : STABEX, SYSMIN) la dimension de l'aide ou permet d'apprécier et d'analyser certains programmes comme la politique alimentaire (prévisions de récolte, systèmes d'alerte rapide, ...) ou d'évaluer les conséquences sociales des mesures de restructuration qui doivent favoriser le développement de ces pays.

VI. CONCLUSION

La mission qui attend le statisticien européen et plus particulièrement le statisticien officiel au cours de la prochaine décennie est à la fois ardue et exaltante.

S'il est vrai, comme l'a dit le Président DELORS, que « l'information économique et sociale est un nouveau facteur de production, à l'instar du facteur travail et du facteur capital », les statisticiens européens devront accepter l'idée de travailler ensemble dans un cadre qui transcendera les Etats membres et surtout de travailler sur une base plus large avec les acteurs de notre vie économique et sociale qui sont à la fois les producteurs et les utilisateurs de données statistiques : les entreprises, les régions, les collectivités locales, les partenaires sociaux, les universités, les centres de recherche, le public au sens large.

C'est seulement ainsi que la statistique européenne pourra se prévaloir d'avoir apporté sa pierre à l'intégration européenne.